

Chapitre 26

LE DRAME

Au début de l'année 2011, face aux révoltes qui se développent en Tunisie et en Égypte et aboutissent au départ des présidents tunisien Zine al-Abidine Ben Ali et égyptien Hosni Moubarak, Bachar al-Assad affiche d'abord la sérénité. Il se pose même en dirigeant avisé, soucieux de répondre aux aspirations de son peuple. Une manifestation prévue au début du mois de février à Damas ne réussit pas à mobiliser la population, en raison à la fois de la faiblesse de l'opposition et de la forte présence des forces de sécurité. Le souvenir de la brutale répression à Hama en 1982 et l'arrestation de nombreux acteurs du « printemps de Damas » en 2000-2001 ont créé un sentiment de peur qui traverse la société syrienne. Les Syriens ont également en mémoire les sanglants conflits confessionnels qui se sont déroulés il y a quelques années seulement au Liban et qui continuent à agiter l'Irak. La population est consciente qu'un soulèvement contre le pouvoir serait réprimé brutalement, ce qui l'incite tout d'abord à la prudence.

Dans une interview qui traduit la confiance du pouvoir, Bachar al-Assad se félicite de la stabilité de la Syrie à la fin du mois de janvier en remarquant : « Nous avons traversé des circonstances plus difficiles que la plupart des pays arabes et cependant la Syrie est stable. Pourquoi ? Parce qu'il faut être très étroitement attentif aux aspirations de la population. C'est le point essentiel¹. » À la fin du mois de février, le président syrien se pose une nouvelle fois en exemple devant des sénateurs américains, en estimant que les dirigeants arabes doivent « mieux comprendre la volonté des peuples et mener une politique prenant en compte leurs demandes ». Le régime est cependant moins assuré qu'il ne l'affiche et veut éviter la contagion des exemples tunisien et égyptien. Une série de mesures immédiates est prise dans les domaines économique et social comme l'augmentation de 17 % des salaires des 2 millions d'employés de l'État. Dans le même temps, les services de sécurité sont appelés à être extrêmement vigilants et à réprimer tout début d'agitation.

Au début du mois de mars, des appels à des réformes politiques, à une nouvelle constitution et à la fin de l'état d'urgence commencent à circuler, notamment sur Facebook, reprenant des revendications exprimées pendant le « printemps de Damas » et en 2005. Le 15 mars, la première manifestation se déroule à Damas pour réclamer la suppression de la loi d'urgence et des tribunaux d'exception. Le mouvement s'étend à d'autres villes et les arrestations se multiplient.

1. Interview au *Wall Street Journal*, 31 janvier 2011.

Le choc qui fait basculer le mouvement de revendication vers un affrontement ouvert avec le régime se déroule à Deraa, dans le sud du pays, près de la frontière jordanienne. Cette ville sunnite illustre le désintérêt dans lequel sont tombées les régions rurales avec Bachar al-Assad, alors que c'est sur elles que le parti Baas s'était appuyé dans les années 1960 pour parvenir au pouvoir. Abandonnée par le gouvernement, Deraa a sombré dans une pauvreté aggravée par la sécheresse, par l'arrivée massive de paysans ruinés par la libéralisation de l'agriculture et par les abus et les humiliations des représentants locaux du pouvoir vivant luxueusement grâce à une corruption généralisée.

Selon les témoignages, un groupe de dix à quinze adolescents est arrêté pour avoir inscrit sur les murs des graffitis proclamant : « Le peuple veut la chute du régime. » La réaction des autorités est aussitôt excessive, annonçant ce qui se passera ensuite dans toute la Syrie. Les enfants sont emprisonnés et maltraités. Lorsque les parents et les notables interviennent auprès du gouverneur, Fayçal Kalthoum, et du chef de la sécurité, Atef Najib, ils sont humiliés. La population réagit et manifeste, mais les autorités déploient des renforts et, les jours suivants, la police tire sur les manifestants qui demandent le départ du gouverneur et du chef de la sécurité. Les chars de la garde républicaine, commandée par Maher al-Assad, le redouté frère du président, interviennent le 23 mars et le nombre des morts s'élève à plusieurs dizaines. Le 31 mars, l'armée se retire, les prisonniers et les adolescents sont libérés, et le gouverneur ainsi que le chef de la sécurité sont desti-

tués. Les autorités affirment que l'armée est intervenue parce que des groupes armés et des terroristes sévissaient à Deraa et avaient stocké des armes dans la mosquée Omari, argument qui ignore les raisons profondes du soulèvement mais qui sera sans cesse repris.

La répression encourage les manifestations

Les événements de Deraa rencontrent un profond écho en Syrie où les manifestations pacifiques et les incidents commencent à se multiplier. Le pouvoir, redoutant que l'agitation ne dégénère en révolution comme dans d'autres pays arabes, ne tolère aucun écart et réagit de façon excessive dans plusieurs villes. La répression devient ainsi la norme, provoquant de grandes manifestations pacifiques et souvent festives pendant les premiers mois, en particulier à la sortie des mosquées après la prière du vendredi, ce qui entraîne de nouvelles interventions de l'armée, de nouveaux morts et de nouvelles arrestations, suivies de nouvelles manifestations. Ce cycle de violences est en place dans les villes moyennes dès la fin du mois de mars, comme à Homs, Hama, Lattaquieh, Qamishli, mais Damas et Alep se tiennent largement à l'écart de l'agitation. À la différence de la Tunisie et de l'Égypte, la révolte syrienne naît en effet dans des régions périphériques ou rurales, économiquement délaissées, et non pas dans la capitale Damas ou à Alep, villes favorisées par Bachar al-Assad où une classe d'affaires, souvent sunnite, a ses intérêts liés au régime et redoute l'insta-